

NATIONAL DES JOURNALISTES

moderne et citoyenne

Ce Fonds peut, à titre d'exemple, servir à faciliter aux membres de la corporation qui y ouvrent droit, l'acquisition d'un logement, à la prise en charge des cas extrêmes de précarité (journaliste au chômage temporaire, soins coûteux, etc.), à la formation et au perfectionnement continus des femmes et hommes des médias.

Aussi, et outre une convention collective de branche qu'il propose de négocier avec les parties concernées, le Syndicat appelle l'Etat à prendre des mesures urgentes d'aide indirecte aux journalistes : réductions significatives des frais de transport (avion, bateau, train, etc.), du téléphone et bien d'autres avantages comme cela se fait partout ailleurs.

Sur un autre plan, la formation et le perfectionnement des journalistes constitue l'une des préoccupations incessantes du Syndicat. A la base, les instituts de journalisme se multiplient certes à travers le territoire national depuis quelques années mais l'aspect pédagogique est dangereusement négligé. A l'arrivée, le journaliste algérien de ces dernières années est médiocrement formé et il est rare qu'il puisse trouver le temps ou les instances nécessaires pour son perfectionnement.

Cela étant, la situation est autrement plus dramatique quand il s'agit des correspondants locaux. Souvent, nos confrères de l'intérieur du pays vivent et travaillent dans des conditions, le moins que l'on puisse dire, infernales.

Il va enfin sans dire que le Syndicat national des journalistes, fidèle à ses prin-

cipes fondateurs, ne peut, encore une fois, qu'insister sur un problème qui nous interpelle tous : l'oubli et la précarité qui frappent les familles de nos martyrs journalistes, et hommes et femmes des médias victimes du terrorisme. Certaines parmi ces familles n'ont toujours pas perçu leur capital décès, d'autres sont sans revenus, sans domiciles et toutes demeurent sans statut.

De l'édition des publications périodiques

Des centaines de demandes d'autorisation d'édition de publication sont bloquées au niveau du ministère de la Justice sans que les concernés obtiennent une quelconque explication de l'autorité en charge de ce dossier, laissant ainsi planer le doute sur les conditions d'établissement de nouvelles autorisations. Cet état de fait est en totale contradiction avec les dispositions de la loi en vigueur.

De la levée du monopole de l'Etat sur la publicité

Le Conseil de la nation a procédé, lors de la session de juin de 1999, au blocage du projet de loi sur la publicité sans donner une explication valable à sa démarche. Une controverse est née du fait de l'adoption quelques mois auparavant par l'Assemblée populaire nationale du même texte de loi mettant fin au monopole de l'Etat sur le marché de la publicité.

De l'ouverture du champ audiovisuel à la concurrence privée

Conformément à l'orientation démocratique de l'Etat algérien au lendemain des événements d'octobre 1988, la législation algérienne a évolué pour consacrer, dans l'article 56 de la loi sur l'information d'avril 1990, l'ouverture de la voie à la création de journaux et radiotélévisions privés.

Un fois ce pas franchi, l'Algérie pourrait passer de la deuxième génération des droits de l'homme, au niveau de la liberté de la presse à la troisième génération constituant celle des droits à la communication. Le monopole qu'exerce le pouvoir sur les médias publics, audiovisuels notamment, est absolument inadmissible. L'ouverture de la radio et de la télévision nationales doit se faire sans délais. Non pas à travers des émissions occasionnelles et éphémères, mais de manière réelle et permanente. Un cahier des charges et un conseil supérieur à l'audiovisuel devront être les seuls instruments régulateurs du secteur. Cela étant, une certitude : le lancement de chaînes «thématiques», de surcroît affiliées à la télévision officielle d'Etat, ne peut en aucun cas constituer une ouverture, telle que la réclame le Syndicat, que l'exige la corporation, que le veut le bon sens et l'évolution humaine en ce XXI^e siècle, et que tout bonnement mérite le citoyen.

De l'impression et de la distribution de la presse

L'Algérie compte, jusqu'à juin 2011, pas moins de 96 quotidiens nationaux et 65 hebdomadaires, sans compter les différentes publications mensuelles, bimensuelles, spécialisées, régionales, locales. Cela cepen-

dant que les capacités d'impression et de distribution restent, le moins que l'on puisse dire, figées au niveau qui était le leur dans les années soixante-dix !

Un syndicat fort et doté de moyens

Aussi, le dispositif préconisé ne peut être complet qu'avec un syndicat national fort et bien équipé. Or, Le Syndicat national des journalistes (SNJ) que nous sommes, et malgré son existence légale et effective sur le terrain, manque terriblement de moyens.

Seule organisation nationale représentative et autonome des journalistes algériens, le SNJ qui a eu son agrément le 02 mars 1999, reste, à nos jours, sans locaux et ne bénéficie d'aucune subvention étatique.

Présent en terme d'adhésions dans les 48 wilayas, il intervient quotidiennement pour prendre en charge les problèmes et les préoccupations de la corporation qui sont d'ailleurs diverses et multiples.

Enfin, le Syndicat national des journalistes considère que la liberté d'expression et de la presse en Algérie est un acquis irréversible. Nous profitons de l'occasion de la révision de la loi fondamentale pour proposer d'insérer expressément dans la prochaine Constitution un article spécifiant le caractère immuable de la liberté de la presse.

Le Syndicat national
des journalistes
SNJ

Publicité

SOCIETE PRIVEE EN PLEINE EXPANSION

Recherche dans l'immédiat

- 01 Directeur central de développement (H/F) - Alger -
- 01 Directeur régional: agence d'Annaba.
- 01 Directeur régional: agence de Sétif.

Pour la prise de responsabilité dans la gestion des structures centrales et régionales.
La relation de travail et la rémunération seront basées sur un contrat de performance.

Exigences du poste :

Diplôme universitaire.

Expérience professionnelle : plus de 5 ans dans un poste de responsabilité.

Age : entre 35 et 50 ans.

Grande disponibilité + mobilité.

Avantages liés au poste :

Rémunération intéressante.

Autres avantages liés à la fonction.

PRIERE DE NOUS CONTACTER PAR :

E-mail : recrutement@avenirdeco.dz

Fax : 021 838 737



Tunisia Green Tours

Votre Agence de Voyage en Tunisie

Tel : 00216 72 266 335 - www.green-tours.net - direction@green-tours.net

-Reservation d'Hôtels 3 - 4 et 5 ÉTOILES

Tabarka - Hammamet - Sousse - Djerba - Le Sud Tunisien


-Transfert en Bus pour les Groupes

-Omra et Billets D'Avion

Réservez Tôt, Économisez plus !

00216 72 266 335





SARL Groupe BENHAMADI «Antar Trade»

Fabrication, commercialisation et SAV d'appareils électroniques & électroménagers

Recrute

Pour sa direction générale

Un (01) Directeur Marketing

Missions

- Organisation et développement de la structure marketing

Profil et conditions

- Diplôme universitaire dans la filière
- Expérience minimum de 5 ans dans un poste similaire.

Avantages

- Travail au sein d'une entreprise d'envergure internationale
- Salaire motivant + autres avantages.

Il ne sera répondu qu'aux candidatures jugées intéressantes.

Merci d'adresser CV + photo + lettre de motivation à
drh.recrutement@condor.dz